



Éditorial



Economie sociale et villes : l'avenir de la démocratie ?

Forum mondial pour l'économie sociale : GSEF selon l'acronyme anglais. C'est un réseau original qui réunit des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) et des villes, communes et collectivités locales. Tous les deux ans se tient un forum, à Bilbao en octobre 2018, après Séoul et Montréal. Le secrétariat se trouve à Séoul et la secrétaire générale est Laurence Kwark qui a travaillé jadis à Paris au ... Centre Lebreton, aujourd'hui RIEH.

Alliance de l'ESS et des villes et collectivités locales ! Pour mettre en œuvre une écologie sociale, pour faciliter la transition sociale et écologique. Pour une économie plus résiliente face aux crises. Pour dépasser la dualité Etat/marché ? Les villes et communes sont-elles des cellules de base, fondées sur une démocratie participative, capables d'initier une transformation sociale radicale par pollinisation, par propagation ? Est-ce la mise en œuvre du gradualisme révolutionnaire : on développe des revendications immédiates tout en construisant les fondements d'une société future bien différente de l'actuelle ? Les maires de Séoul et de Montréal qui portent principalement le projet GSEF seraient étonnés de lire cette phrase !

Les questions soulevées par l'interview de Laurence Kwark dépassent le cadre de son réseau international GSEF pourtant florissant ! Ces questions touchent à notre organisation sociale, et aussi économique et aussi écologique... A nos valeurs, au modèle de société que nous voulons façonner. A nos efforts pour revitaliser la démocratie.

Antoine Sondag revue@rieh.org

Le Forum mondial de l'économie sociale

Interview de Laurence Kwark

Global Social Economy Forum (GSEF) est un réseau international dans le domaine de l'économie sociale, une plateforme pour l'échange d'expériences par delà les frontières. GSEF regroupe des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) et des villes et collectivités locales (www.gsef-net.org). Le 4e Forum de l'économie sociale tenu à Bilbao en octobre 2018, a regroupé 1700 participants venus de 84 pays. L. Kwark est secrétaire générale du GSEF.

Quel est le message du Forum de Bilbao du GSEF 2018 ?

L'ESS est un mouvement global qui apporte des réponses concrètes aux besoins fondamentaux des citoyens. L'ESS est reconnue comme un modèle de développement local, résilient à la crise économique ou financière, elle génère un développement durable enraciné dans le territoire de proximité, et elle répond aussi à l'aspiration des jeunes qui rêvent des valeurs de solidarité, d'équité, de justice sociale, de participation, et d'une gestion collective plus démocratique. L'ESS n'est plus une économie « pour les pauvres », ni une économie à part à côté de l'économie de marché, c'est une économie performante dans la durée et qui génère un changement concret pour l'économie et la société. L'ESS se présente comme un mouvement de transformation globale, en harmonie avec certaines valeurs et aspirations des citoyens.

Pourquoi travailler avec les communes, avec les maires ? Pourquoi cette alliance entre les collectivités locales et l'ESS ?

Parce que nous souhaitons mesurer les impacts de nos actions, celles qui apportent un changement concret dans la vie des citoyens. Les communes sont plus proches de la vie des gens. On veut promouvoir un partenariat direct entre les villes, les communes et les acteurs de l'ESS dans un territoire donné. Cette alliance entre gouvernements locaux et acteurs de l'ESS construit un écosystème transparent, démocratique, plus inclusif, solidaire, pour répondre aux besoins communs des villes et des citoyens.

Le GSEF regroupe l'ESS et les communes et collectivités territoriales. Est-ce une défiance à l'égard de l'Etat, qui ne peut pas, ne sait pas ou ne veut pas soutenir l'ESS ?

Travailler avec les maires ne veut pas dire ne pas travailler avec les Etats. Nous voulons travailler avec les Etats, en leur demandant de faire des législations, de mettre en place des institutions favorables à l'ESS. On aimerait aussi participer à la co-construction de politiques publiques qui répondent aux aspirations des citoyens. Il n'y a pas

de défiance vis-à-vis des Etats.

La plupart des pays en développement n'ont pas établi de législation favorable à l'ESS ou de mesures de soutien institutionnel. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas agir ... le cas de Séoul le montre. En l'absence de lois générales sur l'ESS, une commune peut agir avec les acteurs de l'ESS de son territoire en innovant, y compris en matière de législation, comme des ordonnances municipales, ou des politiques publiques et budgétaires adaptées aux besoins des acteurs locaux de l'ESS.

Si l'Etat ne fait rien, on ne va pas se décourager, on travaille avec les communes et les collectivités locales. Il est important de considérer ces collectivités locales comme un acteur clé de cet écosystème pour qu'elles favorisent une culture favorable au développement de l'ESS au niveau local.

L'ESS est-ce autre chose qu'un réparateur : intégrer les personnes pauvres, vulnérables ou exclues ?

L'ESS est une économie qui répond aux besoins concrets des citoyens surtout les plus en difficulté. Dans ce sens, l'ESS est une économie réparatrice qui privilégie le fait de donner des moyens aux personnes marginalisées ou en difficulté pour retourner sur le marché du travail. L'ESS reste un moyen important pour intégrer les personnes vulnérables ou menacées, exclues ou marginalisées. Souvent dans les pays en développement, l'ESS est une économie de survie, et cela constitue une partie importante de l'économie informelle. L'ESS répond d'abord aux personnes qui ont besoin de moyens pour subvenir à leurs besoins. Cela ne signifie pas que l'ESS n'est qu'un réparateur. On constate que l'ESS ne répond pas seulement aux besoins de per-

sonnes marginalisées ou exclues, elle est aussi un mouvement qui répond aux besoins de jeunes qui recherchent une économie en harmonie avec leurs valeurs : égalité, solidarité, droits humains, cohésion sociale....

L'ESS est une nébuleuse dans laquelle il y a cohabitation entre une ESS des besoins fondamentaux des personnes défavorisée, mais aussi l'économie qui transforme le mal développement avec ses inégalités, et une ESS qui innove par ses pratiques pour répondre aux défis actuels.

Pourquoi certains insistent-ils sur une ESS qui se distingue du travail social, qui ne relève pas de la charité ? Une ESS qui doit être compétitive...

L'ESS ne doit pas être opposée au travail social. Sur les principes et valeurs qui font agir l'ESS, nous avons un socle commun avec le travail social. Par contre, dans la méthodologie de l'action, on diffère. Ce n'est pas un travail assisté que l'ESS offre aux personnes en difficulté. On leur propose de devenir un acteur économique et social, un acteur de leur propre vie. Il y a sans doute un travail d'accompagnement nécessaire dans la première phase, mais l'accompagnement des personnes n'est pas l'objectif. L'objectif de l'ESS est de restaurer la capacité et la dignité de ces personnes d'agir sur leur vie, en leur procurant les moyens pour couvrir leurs besoins par leur activité économique. En ce sens, l'innovation sociale de l'ESS est sans doute plus marquante qu'un travail social : on redresse les personnes pour qu'elles deviennent un acteur de leur vie, et pour transformer cette économie dont nous faisons tous partie.

L'ESS doit être compétitive. C'est la finalité de l'ESS. En même temps, on croit à ces va-

leurs de solidarité et de l'inter coopération, des valeurs différentes de l'économie conventionnelle. Il faut démontrer que l'ESS peut aussi être compétitive, qu'elle obtient des résultats.

On a parlé à Bilbao d'Afrique, et donc d'économie informelle. L'ESS est-ce un moyen pour formaliser l'économie informelle ?

Oui, nous avons beaucoup parlé sur la réalité de l'ESS dans les pays en développement, en particulier en Afrique, où une large partie de l'économie reste dans l'informel. Evidemment l'ESS peut jouer un rôle pour intégrer l'économie informelle dans une économie inclusive. C'est pourquoi nous travaillons avec les Etats et les collectivités locales, pour qu'ils fassent un effort pour donner de la visibilité à cette réalité, pour montrer les résultats de cette économie informelle, exprimer les besoins en matière de législation, de fiscalité, etc. Par définition, l'économie informelle n'est pas visible, nous connaissons très mal ce qu'elle produit, ce à quoi elle aspire... Les Etats doivent faire un effort pour entrer en dialogue avec cette économie informelle, mieux la connaître, mieux répondre à ses besoins. L'ESS pourrait devenir une politique publique qui transforme ce secteur informel en une économie plus durable et plus inclusive. On ne peut pas répondre aux besoins et aux aspirations de la jeunesse si on reste avec une informalité mal connue, mal reconnue, et sans visage. Le plus urgent, c'est que l'Etat national et les collectivités locales donnent la priorité à cette réalité et entrent en dialogue avec les acteurs jeunes de l'ESS pour connaître leurs aspirations.

Exemple : au Togo, un groupe de jeunes apporte des appuis techniques à des jeunes pour devenir

gérants de coopératives, en valorisant les produits locaux, bio, ananas bio, etc.

L'ESS peut-elle devenir une alternative à l'économie financiarisée dominante ?

Oui, l'ESS a cette ambition. Car l'ESS dans ses principes qui visent la solidarité et la coopération à la place de la compétition, qui visent la cohésion sociale et la répartition de la richesse collective à la place du profit égoïste, qui visent la participation démocratique à la place du modèle entrepreneurial dominant, dès l'origine, il y a cette ambition. Simplement, ces valeurs ne sont pas faciles à mettre en œuvre. A cause de notre modèle d'éducation ou de notre culture qui privilégie la compétition et le succès individuel. Beaucoup de citoyens et de jeunes sont partagés entre leurs aspirations et la tentation de ne pas résister à la culture dominante ou à la pression sociale. Il est plus facile de se laisser aller dans le courant dominant, plutôt que de créer un chemin alternatif, long et peu reconnu. C'est pourquoi, il est important que l'ESS soit visible. Aujourd'hui, malgré la contribution et les succès de cette ESS, la réalité de l'ESS reste méconnue et invisible, c'est pourquoi les citoyens ne voient pas que l'alternative existe. Le GSEF essaie de faire ce travail, comme plaidoyer auprès des Etats et autorités publiques. Pour donner de la visibilité à l'ESS, ce qu'elle est, ce qu'elle a produit, ce qu'elle permet comme changement. La crise de 2008 est une crise très malheureuse pour l'économie mondiale et la société, mais cette crise a mis en lumière ce que l'ESS a contribué dans notre société, comme résilience à la crise financière, comme apport au développement local durable. C'est pourquoi l'ESS reçoit une nouvelle attention comme une

alternative possible pour transformer l'économie et la société.

La crise de la social-démocratie est aussi une crise pour présenter une alternative au capitalisme de marché. L'ESS devient-elle un modèle alternatif de développement économique et social ?

Grâce à la crise de la social-démocratie et à la crise de l'économie capitaliste, l'ESS est plus visible aujourd'hui comme modèle différent de développement économique plus durable et plus résilient. L'ESS ne va pas remplacer l'économie de marché, ni l'Etat providence de la social-démocratie. L'ESS est intégrée dans le paysage comme complémentarité à l'économie de marché et à l'Etat providence de la social-démocratie puisqu'on l'a vu tout au long de l'histoire de l'ESS, ni le marché ni l'Etat Providence ne peuvent résoudre tous les problèmes. Economie de marché et Etat-providence ne répondent pas à tous les besoins des citoyens, pas même dans les pays développés. C'est pourquoi l'ESS est un modèle de développement en complément, ou en partenariat avec d'autres modèles existants. L'ESS n'est pas une alternative qui va remplacer le modèle existant. Au contraire, l'ESS existe comme faisant partie de la réalité malgré son faible poids comme contribution au PIB ou comme créatrice d'emplois. Là où elle est le plus développé, l'ESS ne représente que 10 à 15% du PIB. Ce qui est plus important c'est que l'ESS existe depuis plus de 150 ans, elle continue de garder ses principes et sa finalité tout en répondant aux besoins des citoyens de chaque époque. Dans cette capacité d'innovation, l'ESS peut devenir une alternative au modèle économique et social existant.

Pourquoi l'ESS se développe-t-elle dans certains pays, et moins dans d'autres ?

Historiquement, l'ESS trouve ses racines culturelles en Europe surtout dans les pays où l'industrialisation a provoqué la misère et les difficultés des gens communs : Angleterre, France, Espagne... On pourrait dire qu'il y a l'influence du socialisme ou du christianisme. Ces deux courants ont joué un rôle important dans le développement de l'ESS dans ces pays. Mais pourquoi l'ESS se développe-t-elle dans certains pays et pas dans d'autres ? Il est difficile de le dire. Il y a plus de littérature dans certains pays européens ou au Québec, il n'y a pas de littérature sur d'autres formes d'ESS dans les PVD. La réalité de l'ESS existe, mais comme pour l'économie informelle, dans d'autres aires culturelles, cela existe, on en parle moins, c'est encore invisible, mal reconnue, cela n'attire pas l'attention des chercheurs et universitaires. Les politiques publiques des Etats sont importantes, il faut d'abord donner une réalité à cette ESS invisible, mal étudiée, en gestation, ce qu'elle a fait déjà... Cet effort, grâce à la volonté politique du gouvernement de Séoul, on commence à le voir en Corée, à Séoul surtout. Ce modèle de Séoul attire d'autres pays asiatiques qui imitent les politiques favorables à l'ESS. Cela veut dire : le développement de l'ESS n'est pas une question d'enracinement culturel, c'est plutôt une affaire de volonté politique...

Le développement de l'ESS en Europe de l'Ouest, est-ce lié à un socialisme non étatiste, non jacobin ou non marxiste, bref un socialisme qui a renoué parfois avec des racines communautaristes chrétiennes ?

Le développement de l'ESS en Europe est très lié aux contextes politiques, sociaux, économiques et religieux de chaque pays. En France, il y a une multitude d'associations, cela n'a rien à voir avec l'Espagne où l'ESS est très intégrée dans l'économie avec de grosses structures.

L'ESS est contextualisée, en rapport avec l'Etat central ou l'Etat local, avec le pouvoir religieux et la société civile... il y a des configurations très différentes d'un pays à l'autre, peu importe la philosophie politique ou religieuse dominante dans ces pays. L'ESS est considérée comme un mouvement économique, donc on privilégie trop les résultats productifs, et les créations d'emplois. Et l'ESS est aussi un phénomène social : comment les citoyens répondent aux défis, en prenant leurs destinées en main, en répondant à leurs besoins....

Défi de la taille, de la croissance de l'ESS, de la montée en puissance pour avoir plus d'influence... On a parfois l'impression que les structures de l'ESS, lorsqu'elles grandissent, trahissent leur charisme d'origine. Y a-t-il une malédiction de la taille ? Devenir gros, peser sur le marché : cela veut-il dire trahir l'esprit ESS ?

Oui, l'ESS pour atteindre une certaine taille, veut s'intégrer dans le marché. Cela est un défi. L'ESS n'a pas l'ambition de devenir grande, puissante, de faire plus de profit. L'ESS ne se donne pas cela comme première préoccupation. Expansion mondiale, ce n'est pas sa vocation

première. Certes. Mais il y a des organisations de l'ESS qui ont réussi à atteindre une taille certaine, et à être intégrées dans l'économie de marché mondiale. Comme certaines banques coopératives, ou le groupe Mondragon, ou la Coop suisse... La croissance de la taille n'est pas une malédiction. Devenir gros pour peser sur le marché est un défi si ces organisations grosses n'ont pas respecté les principes de fonctionnement de l'ESS. C'est la responsabilité des gestionnaires internes. Exemple d'une banque coopérative : tous ses membres doivent participer à la veille et au contrôle de la gestion collective, ce qui n'est pas facile quand on devient trop gros. Beaucoup de banques coopératives ou de mutuelles d'assurance affrontent ces défis, parce que, en devenant une grosse structure il faut garder les principes de la gestion démocratique et collective...

Beaucoup d'organisations de l'ESS n'ont pas investi assez en recherche et développement pour répondre à leurs impératifs de gestion des ressources humaines. Au lieu d'avoir un seul chef, il y a 50 000 chefs, d'autres méthodes de management sont donc nécessaires. On n'a pas assez investi pour améliorer ce domaine. Sans cela, on ne peut pas innover si la taille de l'entité se développe en gardant les principes de l'ESS. C'est le rôle de l'Etat et des institutions universitaires, il faut investir dans cette recherche pour inventer de nouveaux modes de gestion, surtout de gestion des ressources humaines.

L'impact de l'ESS est parfois décrit comme une contagion, comme une pollinisation... comme si l'ESS allait se répandre simplement en contaminant l'entourage ? Y a-t-il continuité ou rupture entre l'ESS et le *social business* ?

L'ESS commence de sortir de son invisibilité, de son obscurité puisque, malgré sa longue histoire, peu de gens la connaissent. On entend pour la première fois parler d'ESS ; même là où elle est née comme l'Angleterre, la France, l'Espagne, la loi sur l'ESS est récente. L'impact de l'ESS commence par cette visibilité, une meilleure diffusion de l'information sur la réalité, qui génère un effet positif de contagion, puisque l'information est disponible, les gens se réfèrent à l'ESS...

Pour qu'il y ait pollinisation, il faut que l'information soit disponible. C'est le début du phénomène et cela n'existe que dans les pays développés d'Europe de l'Ouest et du Québec. L'effet de pollinisation n'existe pas encore dans les PVD. Dans ces pays-là, on ne sait pas qui fait quoi. Nous avons besoin d'information et de savoir disponible sur la réalité de l'ESS, pour qu'on puisse en vanter les effets positifs. Quand on dit que l'ESS est bonne, on dit : donne-moi des exemples, donne-moi des chiffres... Aussi, l'effort doit porter sur l'information : rendre l'ESS mesurable, mieux connue, documentée, une information accessible, comparable avec d'autres pays pour qu'on échange ... ainsi, on peut s'influencer mutuellement.

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irled 45, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@rieh.org L'association DCLI - Lebret-Irled anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Comité de rédaction** : Yves Berthelot, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Bernadette Huger, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing, Michel Tissier.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la condition que soit indiquée la source. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irled

Virements bancaires : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé..

